

CANADA LANDS COMPANY LIMITED

ACCESS TO INFORMATION ACT **ANNUAL REPORT** **FOR REPORTING PERIOD OF** **APRIL 1, 2022 TO MARCH 31, 2023**

Introduction

The *Access to Information Act* gives Canadian citizens as well as people and corporations present in Canada the right to have access to federal government records that are not of a personal nature. The Act complements but does not replace other procedures for obtaining government information. It is not intended to limit in any way the access to government information that is normally available to the public upon request.

In accordance with the provisions of section 72 of the Act, Canada Lands Company Limited (CLCL) has prepared its annual report on the administration of this act and the annual report will be tabled in Parliament.

During the reporting period, CLCL did not enter into any service agreements.

Mandate of Canada Lands Company Limited

CLCL is a self-financing federal Crown corporation reporting to the Parliament of Canada through the Minister of Public Services and Procurement. It is a *Canada Business Corporations Act* corporation listed in Schedule III, Part 1 of the *Financial Administration Act* and is an agent of Her Majesty. The company has three wholly-owned active subsidiaries: (i) Canada Lands Company CLC Limited (CLC), a non-agent Crown corporation, which carries out the core real estate business, owns and manages Canada's National Tower (the CN Tower), and is active in 16 municipalities across Canada; (ii) Old Port of Montréal Corporation

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION **RAPPORT ANNUEL** **POUR LA PÉRIODE DU** **1er AVRIL 2022 AU 31 MARS 2023**

Introduction

La *Loi sur l'accès à l'information* donne aux citoyens canadiens ainsi qu'aux personnes et sociétés présentes au Canada le droit d'accès aux dossiers du gouvernement fédéral qui ne contiennent pas de renseignements personnels. La Loi complète plutôt qu'elle ne remplace les autres procédures d'obtention des renseignements gouvernementaux. Elle ne place aucune limite sur les autres méthodes d'accès sur demande auxquelles le grand public peut habituellement avoir recours.

Conformément aux dispositions de l'article 72 de la Loi, la Société immobilière du Canada limitée (SICL) a préparé son rapport annuel sur l'administration de cette loi et le rapport annuel sera déposé au Parlement.

Au cours de la période de référence, la SICL n'a conclu aucune entente de service.

Mandat de la Société immobilière du Canada limitée

La SICL est une société d'État fédérale autofinancée qui présente ses résultats au Parlement du Canada par l'entremise de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. La SICL est assujettie à la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et incluse dans la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* à titre de société d'état mandataire de Sa Majesté. Elle compte trois filiales actives en propriété exclusive : (i) la Société immobilière du Canada CLC limitée (SIC), société d'État non mandataire et principale filiale immobilière, qui détient et gère la Tour nationale du Canada (Tour CN), et

Inc., an agent Crown corporation, which is responsible for redeveloping the Old Port of Montréal; and (iii) Parc Downsview Park Inc., an agent Crown corporation, which was incorporated in 1998 to manage and develop the former Canadian Forces Base Toronto lands as Downsview Park.

CLCL optimizes the financial and community value obtained from strategic properties no longer required for program purposes by the Government of Canada. It works through its CLC subsidiary to purchase properties at fair market value, then retains and manages, or improves and sells them, in order to produce the best possible benefit for both local communities and the company's sole shareholder, the Government of Canada.

Activities Regarding the *Access to Information Act*

All responsibilities regarding the administration of the *Access to Information Act* rest upon the Corporate Secretary who reports directly to the President and Chief Executive Officer. The latter is the head of the government institution for the purpose of the Act and he delegated all his powers under the Act to the Corporate Secretary. A copy of the delegation order is enclosed at the end of this report.

A law clerk is assisting the Corporate Secretary in managing access to information activities.

Statistical Report

No requests were received or closed during the reporting period.

Numbers are on par with previous reporting periods.

qui exerce ses activités dans 16 municipalités de toutes les régions du Canada; (ii) la Société du Vieux-Port de Montréal inc., société d'État mandataire chargée de réaménager le Vieux-Port de Montréal; et (iii) Parc Downsview Park inc., société d'État mandataire constituée en 1998 pour gérer et aménager l'ancienne base des Forces canadiennes Toronto pour en faire le parc Downsview.

La SICL optimise la valeur financière et communautaire de biens immobiliers stratégiques dont le gouvernement du Canada n'a plus besoin pour ses programmes. Par le biais de sa filiale, la SIC, l'entreprise achète des biens immobiliers à leur juste valeur marchande, les détient et les gère, ou les améliore et les vend afin de tirer le meilleur bénéfice possible tant pour les collectivités locales que pour son actionnaire, le gouvernement du Canada.

Activités relatives à *Loi sur l'accès à l'information*

Toutes les responsabilités liées à la *Loi sur l'accès à l'information* incombent au Secrétaire général qui relève directement du Président et directeur général de la Société. Ce dernier, étant le responsable de l'institution fédérale aux fins de la Loi, lui a délégué tous les pouvoirs que confère la Loi. Une copie du décret de délégation de pouvoirs est jointe à ce rapport.

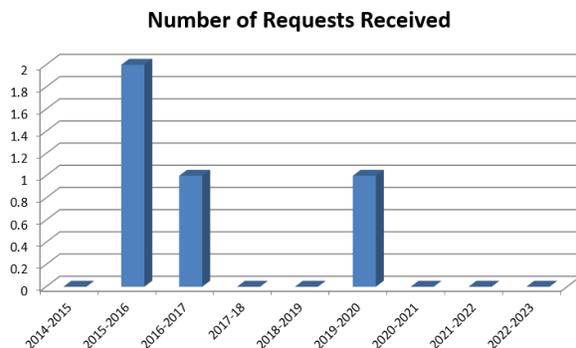
Une parajuriste assiste le Secrétaire général dans la gestion des activités reliée à l'accès à l'information.

Rapport statistique

Aucune demande n'a été reçue ou fermée au cours de la période de référence.

Les chiffres sont équivalents aux périodes précédentes.

The following table shows the number of requests received in previous years.



For the reporting period, CLCL did not receive any consultation requests from other Government of Canada institutions and organizations.

Proactive Disclosure

In keeping with the Government of Canada's commitment to openness and accountability and our commitment to transparency, we continue to proactively publish the travel and hospitality expenses incurred by our Board of Directors, its executive officers, and its vice-presidents. We also publish ministerial briefing materials. Published materials can be found at www.clc-sic.ca.

Education and Awareness

Three (3) training sessions regarding the Act where 73 participants attended, were held during the 2022-23 period.

Institution-specific Access to Information Policies

CLCL did not develop any new or revised access to information policies or procedures during the reporting period.

Le tableau suivant indique le nombre de demandes reçues pour les années précédentes.



Au cours de la période visée par le présent rapport, SICL n'a pas reçu de demande de consultation provenant d'autres institutions et organisations du gouvernement du Canada.

Divulgence proactive

Conformément à l'engagement du gouvernement du Canada en matière d'ouverture et de responsabilité et à notre engagement en matière de transparence, nous continuons de publier de manière proactive les frais de déplacement et d'accueil encourus par notre conseil d'administration, ses hauts dirigeants et ses vice-présidents. Nous publions également les documents d'information ministérielle. Les documents publiés peuvent être trouvés à l'adresse suivante : www.clc-sic.ca.

Éducation et sensibilisation

Trois (3) sessions de formation concernant la Loi, auxquelles 73 participants ont assisté, ont été organisées au cours de la période 2022-23.

Politiques et procédures institutionnelles

La SICL n'a pas élaboré ou révisé de nouvelle politique ou procédure relativement à l'accès à l'information au cours de la période en question.

Complaints and Appeals

No complaints were filed with the Information Commissioner and no appeal was filed with the Federal Court during the reporting period.

Monitoring the Time to Process Requests

CLCL did not conduct any monitoring of the time to process access to information requests during the reporting period.

Plaintes et recours judiciaires

Aucune plainte n'a été déposée auprès du commissaire à l'information et aucun appel à la Cour fédérale n'a été entamé au cours de la période en question.

Suivi du Temps Requis pour Traiter les Demandes

Aucun suivi du temps requis pour traiter les demandes d'accès à l'information n'a été effectué au cours de la période d'établissement de rapports.

Access to Information Act and Privacy Act Delegation Order

Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels

The President and Chief Executive Officer of Canada Lands Company Limited, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*, hereby designates the person holding the position set out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis the position, to exercise the powers and functions of the President and Chief Executive Officer as the head of Canada Lands Company Limited, under the provisions of the *Access to Information Act* and *Privacy Act* and related regulations set out in the schedule. This designation replaces all previous delegation orders.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le président-directeur général de la Société immobilière du Canada limitée désigne par les présentes le titulaire du poste mentionné à l'annexe ci-après, ou la personne occupant à titre intérimaire ledit poste, afin d'exercer les pouvoirs et fonctions du président-directeur général à titre de chef de la Société immobilière du Canada limitée en vertu des articles de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et les règlements connexes énoncés à l'annexe. Cette désignation remplace tout décret de délégation antérieur.

Position/Poste	<i>Access to Information Act and Regulations / Loi sur l'accès à l'information et Règlement</i>	<i>Privacy Act and Regulations / Loi sur la protection des renseignements personnels et Règlement</i>
Corporate Secretary/ Secrétaire général	Full authority / Autorité absolue	Full authority / Autorité absolue

Dated, in the City of Toronto
this 1st day of April 2022

Daté, à la ville de Toronto
en ce 1^{er} jour de avril 2022



Robert Howald

Delegation of powers, duties and functions delegated pursuant to section 73 of the
Access to Information Act
Canada Lands Company Limited

Section	Description	Corporate Secretary
4(2.1)	Responsibility of government institutions	X
7(a)	Notice when access requested	X
7(b)	Giving access to record	X
8(1)	Transfer of request to another government institution	X
9	Extension of time limits	X
11(2), (3), (4), (5), (6)	Additional fees	X
12(2)(b)	Language of access	X
12(3)(b)	Access in an alternative format	X
13	Exemption - Information obtained in confidence	X
14	Exemption - Federal-provincial affairs	X
15	Exemption - International affairs and defence	X
16	Exemption - Law enforcement and investigations	X
16.5	Exemption - <i>Public Servants Disclosure Protection Act</i>	X
17	Exemption - Safety of individuals	X
18	Exemption - Economic interests of Canada	X
18.1	Exemption - Economic interest of the Canada Post Corporation, Export Development Canada, the Public Sector Pension Investment Board and VIA Rail Canada Inc.	X
19	Exemption - Personal information	X
20	Exemption - Third-party information	X
21	Exemption - Operations of Government	X
22	Exemption - Testing procedures, tests and audits	X
22.1	Exemption - Audit working papers and draft audit reports	X
23	Exemption - Solicitor-client privilege	X
24	Exemption - Statutory prohibitions	X
25	Severability	X
26	Exception - Information to be published	X
27(1), (4)	Third-party notification	X

Section	Description	Corporate Secretary
28(1)(b), (2), (4)	Third-party notification	X
29(1)	Where the Information Commissioner recommends disclosure	X
33	Advising Information Commissioner of third-party involvement	X
35(2)(b)	Right to make representations	X
37(4)	Access to be given to complainant	X
43(1)	Notice to third party (application to Federal Court for review)	X
44(2)	Notice to applicant (application to Federal Court by third party)	X
52(2)(b), (3)	Special rules for hearings	X
71(1)	Facilities for inspection of manuals	X
72	Annual report to Parliament	X
Access to Information Regulations		X
6(1)	Transfer of Request	X
7 (2)	Search and preparation fees	X
7 (3)	Production and programming fees	X
8	Providing access to records	X
8.1	Limitations in respect of format	X

Delegation of powers, duties and functions delegated pursuant to section 73 of the
Privacy Act
Canada Lands Company Limited

Section	Description	Corporate Secretary
8(2)(j)	Disclosure for research purposes	X
8(2)(m)	Disclosure in the public interest or in the interest of the individual	X
8(4)	Copies of requests under 8(2)(e) to be retained	X
8(5)	Notice of disclosure under 8(2)(m)	X
9(1)	Record of disclosures to be retained	X
9(4)	Consistent uses	X
10	Personal information to be included in personal information banks	X
14	Notice where access requested	X
15	Extension of time limits	X
17(2)(b)	Language of access	X
17(3)(b)	Access to personal information in alternative format	X
18(2)	Exemption (exempt bank) - Disclosure may be refused	X
19(1)	Exemption - Personal information obtained in confidence	X
19(2)	Exemption - Where authorized to disclose	X
20	Exemption - Federal-provincial affairs	X
21	Exemption - International affairs and defence	X
22	Exemption - Law enforcement and investigation	X
22.3	Exemption - <i>Public Servants Disclosure Protection Act</i>	X
23	Exemption - Security clearances	X
24	Exemption - Individuals sentenced for an offence	X
25	Exemption - Safety of individuals	X
26	Exemption - Information about another individual	X
27	Exemption - Solicitor-client privilege	X
28	Exemption - Medical record	X
31	Notice of intention to investigate	X
33(2)	Right to make representation	X

Section	Description	Corporate Secretary
35(1)	Findings and recommendations of Privacy Commissioner (complaints)	X
35(4)	Access to be given	X
36(3)	Report of findings and recommendations (exempt banks)	X
37(3)	Report of findings and recommendations (compliance review)	X
51(2)(b)	Special rules for hearings	X
51(3)	<i>Ex parte</i> representations	X
72(1)	Report to Parliament	X
Privacy Regulations		X
9	Reasonable facilities and time provided to examine personal information	X
11(2)	Notification that correction to personal information has been made	X
11(4)	Notification that correction to personal information has been refused	X
13(1)	Disclosure of personal information relating to physical or mental health may be made to a qualified medical practitioner or psychologist for an opinion on whether to release information to the requestor	X
14	Disclosure of personal information relating to physical or mental health may be made to a requestor in the presence of a qualified medical practitioner or psychologist	X

Délégation de pouvoirs, de devoirs et fonctions en vertu de l'article 73 de la
Loi sur l'accès à l'information
Société immobilière du Canada limitée

Article	Description	Secrétaire général
4(2.1)	Responsable de l'institution fédérale	X
7a)	Notification	X
7b)	Communication du document	X
8(1)	Transmission de la demande à une autre institution fédérale	X
9	Prorogation du délai	X
11(2), (3), (4), (5), (6)	Droits supplémentaires	X
12(2)b)	Version de la communication	X
12(3)b)	Communication sur support de substitution	X
13	Exception – Renseignements obtenus à titre confidentiel	X
14	Exception – Affaires fédéro-provinciales	X
15	Exception – Affaires internationales et défense	X
16	Exception – Enquêtes	X
16.5	Exception – <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i>	X
17	Exception – Sécurité des individus	X
18	Exception – Intérêts économiques du Canada	X
18.1	Exception – Intérêts économiques de la Société canadienne des postes, d'Exportation et développement Canada, de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et de VIA Rail Canada Inc.	X
19	Exception – Renseignements personnels	X
20	Exception – Renseignements de tiers	X
21	Exception – Activités du gouvernement	X
22	Exception – Examens et vérifications	X
22.1	Exception – Documents de travail se rapportant à la vérification et rapports préliminaires d'une vérification	X
23	Exception – Secret professionnel de l'avocat	X
24	Exception – Interdictions fondées sur d'autres lois	X
25	Prélèvements	X
26	Exception – Publication de communications	X
27(1), (4)	Avis aux tiers	X

Article	Description	Secrétaire général
28(1)b), (2), (4)	Avis aux tiers	X
29(1)	Lorsque le Commissaire à l'information recommande la communication	X
33	Informé le Commissaire à l'information de l'implication d'un tiers	X
35(2)b)	Droit de présenter des observations	X
37(4)	Communication accordée au plaignant	X
43(1)	Avis aux tiers (exercice devant la Cour fédérale d'un recours en révision)	X
44(2)	Avis à la personne qui a exercé le recours (exercice devant la Cour fédérale d'un recours par un tiers)	X
52(2)b), (3)	Règles spéciales	X
71(1)	Installations pour l'inspection des manuels	X
72	Rapport annuel au Parlement	X
Règlement sur l'accès à l'information		X
6(1)	Transmission de la demande	X
7 (2)	Frais de recherche et de préparation	X
7 (3)	Frais de production et de programmation	X
8	Accès aux documents	X
8.1	Restrictions applicables au support	X

Délégation de pouvoirs et fonctions en vertu de l'article 73 de la
Loi sur la protection des renseignements personnels
Société immobilière du Canada limitée

Article	Description	Secrétaire général
8(2)j)	Communication pour des travaux de recherche	X
8(2)m)	Communication pour des raisons d'intérêt public ou de l'intérêt de l'individu	X
8(4)	Conservation des copies des demandes faites en vertu de l'al. 8(2)e)	X
8(5)	Avis de communication dans le cas de l'al. 8(2)m)	X
9(1)	Conservation des relevés	X
9(4)	Usages compatibles	X
10	Renseignements personnels versés dans les fichiers de renseignements personnels	X
14	Notification	X
15	Prorogation du délai	X
17(2)b)	Version de la communication	X
17(3)b)	Accès aux renseignements personnels sur support de substitution	X
18(2)	Exception (fichiers inconsultables) – La communication peut être refusée	X
19(1)	Exception – Renseignements personnels obtenus à titre confidentiel	X
19(2)	Exception – Cas où la divulgation est autorisée	X
20	Exception – Affaires fédéro-provinciales	X
21	Exception – Affaires internationales et défense	X
22	Exception – Enquêtes	X
22.3	Exception – <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i>	X
23	Exception – Enquêtes de sécurité	X
24	Exception – Individus condamnés pour une infraction	X
25	Exception – Sécurité des individus	X
26	Exception – Renseignements concernant un autre individu	X
27	Exception – Secret professionnel de l'avocat	X
28	Exception – Dossiers médicaux	X
31	Avis d'enquête	X
33(2)	Droit de présenter des observations	X

Article	Description	Secrétaire général
35(1)	Conclusions et recommandations du Commissaire à la protection de la vie privée (plaintes)	X
35(4)	Communication accordée	X
36(3)	Rapport de conclusions et recommandations (fichiers inconsultables)	X
37(3)	Rapport de conclusions et de recommandations (contrôle d'application)	X
51(2)b)	Règles spéciales	X
51(3)	Présentation d'arguments en l'absence d'une partie	X
72(1)	Rapport au Parlement	X
Règlement sur la protection des renseignements personnels		X
9	Installations et délais raisonnables prévus pour consulter des renseignements personnels	X
11(2)	Avis de corrections apportées aux renseignements personnels	X
11(4)	Avis de refus de la demande correction des renseignements personnels	X
13(1)	La communication de renseignements personnels concernant l'état physique ou mental peut être faite à un médecin ou à un psychologue en situation légale d'exercice, afin que celui-ci puisse donner son avis quant à la communication de ces renseignements au demandeur	X
14	La communication de renseignements personnels concernant l'état physique ou mental peut être faite à un demandeur en la présence d'un médecin ou d'un psychologue en situation légale d'exercice	X



Statistical Report on the *Access to Information Act*

Name of institution: CANADA LANDS COMPANY LIMITED

Reporting period: 2022-04-01 to 2023-03-31

Section 1: Requests Under the *Access to Information Act*

1.1 Number of requests

		Number of Requests
Received during reporting period		0
Outstanding from previous reporting periods		0
• Outstanding from previous reporting period	0	
• Outstanding from more than one reporting period	0	
Total		0
Closed during reporting period		0
Carried over to next reporting period		0
• Carried over within legislated timeline	0	
• Carried over beyond legislated timeline	0	

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	0
Academia	0
Business (private sector)	0
Organization	0
Public	0
Decline to Identify	0
Total	0

1.3 Channels of requests

Source	Number of Requests
Online	0
E-mail	0
Mail	0
In person	0
Phone	0
Fax	0
Total	0

4.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
13(1)(a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	0	18(d)	0	21(1)(a)	0
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	0
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	0
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	0
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - I.A.*	0	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	0
15(1) - Def.*	0	16.3	0	20(1)(b)	0	23.1	0
15(1) - S.A.*	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(b.1)	0	24(1)	0
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(c)	0	26	0
16(1)(a)(ii)	0	16.5	0	20(1)(d)	0		
16(1)(a)(iii)	0	16.6	0				
16(1)(b)	0	17	0				
16(1)(c)	0						
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

4.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
68(a)	0	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

4.4 Format of information released

Paper	Electronic				Other
	E-record	Data set	Video	Audio	
0	0	0	0	0	0

4.5 Complexity

4.5.1 Relevant pages processed and disclosed for paper and e-record formats

Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
0	0	0

4.5.2 Relevant pages processed per request disposition for paper and e-record formats by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		100-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

4.5.3 Relevant minutes processed and disclosed for audio formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

4.5.4 Relevant minutes processed per request disposition for audio formats by size of requests

Disposition	Less Than 60 Minutes Processed		60 - 120 Minutes Processed		More than 120 Minutes Processed	
	Number of Requests	Minutes Processed	Number of Requests	Minutes Processed	Number of Requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

4.5.5 Relevant minutes processed and disclosed for video formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

4.5.6 Relevant minutes processed per request disposition for video formats by size of requests

Disposition	Less Than 60 Minutes Processed		60 - 120 Minutes Processed		More than 120 Minutes Processed	
	Number of Requests	Minutes Processed	Number of Requests	Minutes Processed	Number of Requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

4.5.7 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Legal Advice Sought	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

4.6 Closed requests

4.6.1 Requests closed within legislated timelines

Number of requests closed within legislated timelines	0
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	0

4.7 Deemed refusals

4.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

Number of requests closed past the legislated timelines	Principal Reason			
	Interference with operations/ Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
0	0	0	0	0

4.7.2 Requests closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

Number of days past legislated timelines	Number of requests past legislated timeline where no extension was taken	Number of requests past legislated timeline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	0	0	0

4.8 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Section 5: Extensions

5.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	9(1)(a) Interference With Operations/ Workload	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

5.2 Length of extensions

Length of Extensions	9(1)(a) Interference With Operations/ Workload	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
30 days or less	0	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Section 6: Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived		Fee Refunded	
	Number of Requests	Amount	Number of Requests	Amount	Number of Requests	Amount
Application	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00
Other fees	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00
Total	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00

Section 8: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

8.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		100-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

8.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		100-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 9: Investigations and Reports of finding

9.1 Investigations

Section 32 Notice of intention to investigate	Subsection 30(5) Ceased to investigate	Section 35 Formal Representations
0	0	0

9.2 Investigations and Reports of finding

Section 37(1) Initial Reports			Section 37(2) Final Reports		
Received	Containing recommendations issued by the Information Commissioner	Containing orders issued by the Information Commissioner	Received	Containing recommendations issued by the Information Commissioner	Containing orders issued by the Information Commissioner
0	0	0	0	0	0

Section 10: Court Action

10.1 Court actions on complaints

Section 41				
Complainant (1)	Institution (2)	Third Party (3)	Privacy Commissioner (4)	Total
0	0	0	0	0

10.2 Court actions on third party notifications under paragraph 28(1)(b)

Section 44 - under paragraph 28(1)(b)
0

Section 11: Resources Related to the Access to Information Act

11.1 Allocated Costs

Expenditures		Amount
Salaries		\$1,000
Overtime		\$0
Goods and Services		\$0
• Professional services contracts	\$0	
• Other	\$0	
Total		\$1,000

11.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Access to Information Activities
Full-time employees	0.010
Part-time and casual employees	0.000
Regional staff	0.000
Consultants and agency personnel	0.000
Students	0.000
Total	0.010

Note: Enter values to three decimal places.



Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution: SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE

Période d'établissement de rapport : 2022-04-01 au 2023-03-31

Section 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Nombre de demandes

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		0
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	0	
Total		0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		0
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la <i>Loi</i>	0	
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	0	

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	0
Secteur universitaire	0
Secteur commercial (secteur privé)	0
Organisation	0
Public	0
Refus de s'identifier	0
Total	0

1.3 Mode des demandes

Mode	Nombre des demandes
En ligne	0
Courriel	0
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	0

Section 2 – Demandes informelles

2.1 Nombre de demandes informelles

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		1
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		0
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	0	
Total		1
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		1

2.2 Mode des demandes informelles

Mode	Nombre des demandes
En ligne	0
Courriel	1
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	1

2.3 Délai de traitement pour les demandes informelles

Délai de traitement							
1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
0	0	0	0	0	0	0	0

Section 3 – Demandes à la Commissaire à l'information pour ne pas donner suite à la demande

	Nombre de demandes
En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente	0
Envoyées pendant la période d'établissement de rapports	0
Total	0
Approuvées par la Commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports	0
Refusées par la Commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports	0
Retirées pendant la période d'établissement de rapports	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapports	0

4.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)a)	0	16(2)	0	18a)	0	20.1	0
13(1)b)	0	16(2)a)	0	18b)	0	20.2	0
13(1)c)	0	16(2)b)	0	18c)	0	20.4	0
13(1)d)	0	16(2)c)	0	18d)	0	21(1)a)	0
13(1)e)	0	16(3)	0	18.1(1)a)	0	21(1)b)	0
14	0	16.1(1)a)	0	18.1(1)b)	0	21(1)c)	0
14a)	0	16.1(1)b)	0	18.1(1)c)	0	21(1)d)	0
14b)	0	16.1(1)c)	0	18.1(1)d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	0	16.2(1)	0	20(1)a)	0	23	0
15(1) - Déf.*	0	16.3	0	20(1)b)	0	23.1	0
15(1) - A.S.*	0	16.4(1)a)	0	20(1)b.1)	0	24(1)	0
16(1)a)(i)	0	16.4(1)b)	0	20(1)c)	0	26	0
16(1)a)(ii)	0	16.5	0	20(1)d)	0		
16(1)a)(iii)	0	16.6	0				
16(1)b)	0	17	0				
16(1)c)	0						
16(1)d)	0						

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

4.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68a)	0	69(1)	0	69(1)g) re a)	0
68b)	0	69(1)a)	0	69(1)g) re b)	0
68c)	0	69(1)b)	0	69(1)g) re c)	0
68.1	0	69(1)c)	0	69(1)g) re d)	0
68.2a)	0	69(1)d)	0	69(1)g) re e)	0
68.2b)	0	69(1)e)	0	69(1)g) re f)	0
		69(1)f)	0	69.1(1)	0

4.4 Format des documents communiqués

Papier	Électronique				Autres
	Document électronique	Ensemble de données	Vidéo	Audio	
0	0	0	0	0	0

4.5 Complexité

4.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier et document électronique

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

4.5.2 Pages pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier et document électronique par disposition des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		100 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

4.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

4.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par disposition des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

4.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

4.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par disposition des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

4.5.7 Autres complexités

Disposition	Consultation requis	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

4.6 Demandes fermées

4.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la *Loi*

Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i>	0
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i> (%)	0

4.7 Présomptions de refus

4.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la *Loi*

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement / Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autre
0	0	0	0	0

4.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la *Loi* (y compris toute prorogation prise)

Nombre de jours de retard au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où aucune prorogation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où une prorogation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

4.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 5 – Prorogations

5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

5.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	0	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Section 6 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés		Frais remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00
Autres frais	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00
Total	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00

Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

8.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 100 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 9 – Enquêtes et compte rendus de conclusion

9.1 Enquêtes

Article 32 Avis d'enquête	Article 30(5) Cessation de l'enquête	Article 35 Présenter des observations
0	0	0

9.2 Enquêtes et rapports des conclusions

Article 37(1) Comptes rendus initiaux			Article 37(2) Comptes rendus finaux		
Reçus	Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information	Contenant des ordonnances émis par la Commissaire à l'information	Reçus	Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information	Contenant des ordonnances émis par la Commissaire à l'information
0	0	0	0	0	0

Section 10 – Recours judiciaire

10.1 Recours judiciaires sur les plaintes

Article 41				
Plaignant (1)	Institution (2)	Tier (3)	Commissaire à la protection de la vie privée (4)	Total
0	0	0	0	0

10.2 Recours judiciaires sur les plaintes de tiers en vertu de l'alinéa 28(1)b)

Article 44 - en vertu de l'alinéa 28(1)b)
0

Section 11 – Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information**11.1 Coûts**

Dépenses		Montant
Salaires		\$1,000
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
• Contrats de services professionnels	\$0	
• Autres	\$0	
Total		\$1,000

11.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	0.010
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
Total	0.010

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.